

RÉGION



PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

FORMATION

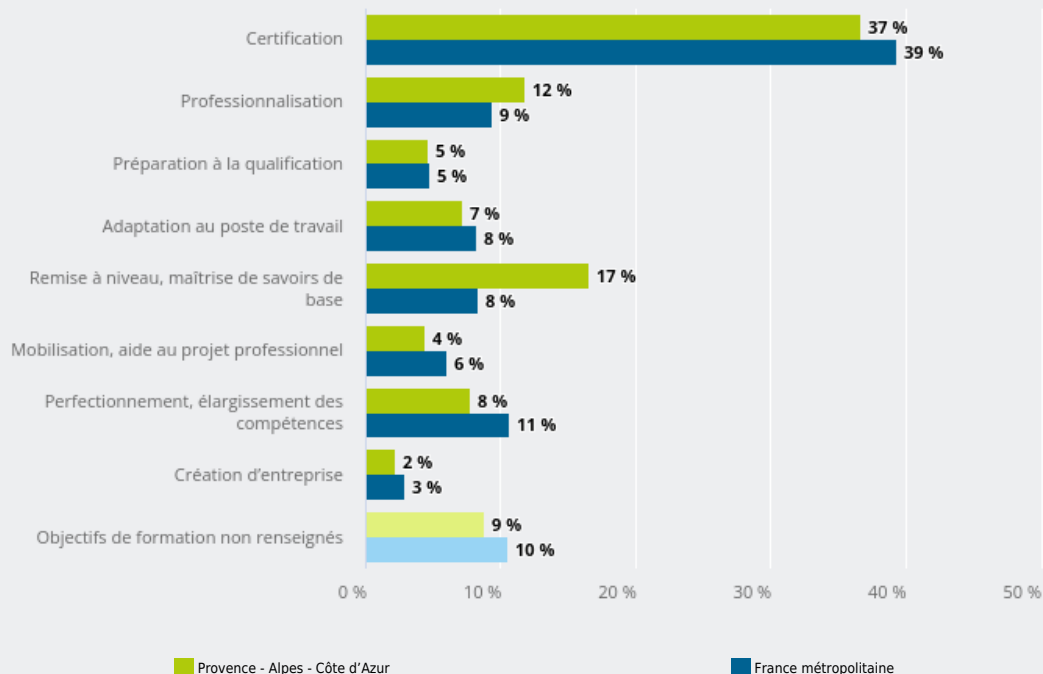


QUELLES SONT LES CARACTÉRISTIQUES DE LA
FORMATION CONTINUE DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN RÉGION ?



LES ENTRÉES EN FORMATION SELON LES OBJECTIFS DE LA FORMATION ¹

37 % des formations ont pour but l'obtention d'une certification



94 630

entrées en formation de personnes en recherche d'emploi ont été enregistrées en région en 2023

- 15,8 %

entre 2022 et 2023
(- 12,9 % en France métro.)

52 %

de femmes
(50 % en France métro.)

24 %

de moins de 26 ans
(25 % en France métro.)

28 %

de 45 ans et plus
(26 % en France métro.)

12 %

de travailleurs handicapés
(11 % en France métro.)

30 %

de personnes non diplômées avant l'entrée en stage
(27 % en France métro.)

LES ENTRÉES EN FORMATION SELON LE FINANCEUR ¹

49 %

des formations ont été financées par France Travail

Provence - Alpes - Côte d'Azur

France métropolitaine



13 % (33 %) Région
49 % (31 %) France Travail
30 % (30 %) Stagiaires (autofinancement, CPF)
8 % (6 %) Autres (État, Agefiph...)

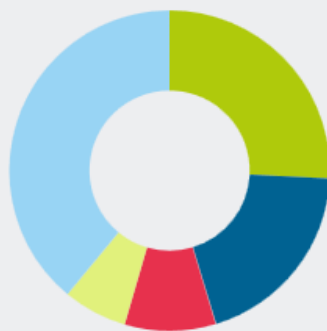
27 580 demandeurs d'emploi de ce territoire ont bénéficié d'une **formation visant une certification professionnelle** ², financée ou co-financée par les pouvoirs publics ou les OPCO



NIVEAU DES FORMATIONS SUIVIES PAR LES DEMANDEURS D'EMPLOI ³

39 %

des demandeurs d'emploi entrés en formation préparent une certification de niveau CQP, habilitations

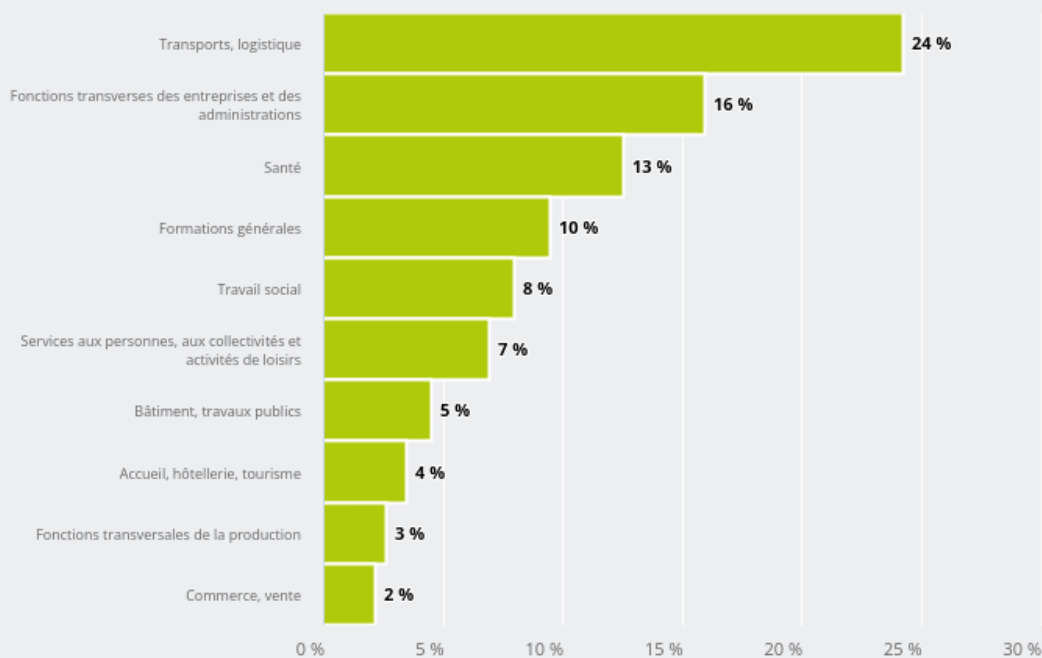


26 % CAP-BEP, seconde
20 % Bac
9 % Bac + 2
6 % Bac + 3 et plus
39 % CQP, habilitations

PRINCIPALES FILIÈRES DES FORMATIONS SUIVIES PAR LES DEMANDEURS D'EMPLOI ³

24 %

des demandeurs d'emploi entrés en formation préparent une certification de la filière "Transports, logistique"



Source : Dares (Brest) ; Carif-Oref Provence - Alpes - Côte d'Azur (Base effectifs en formation).

Notes :

- ¹ Champ : ensemble des entrées en formation des personnes en recherche d'emploi (inscrites ou non à France Travail).
- ² Diplôme, titre, certificat ou habilitation.
- ³ Champ : formation continue des demandeurs d'emploi « financements publics et/ou OPCO ».